

Il a lancé une mise en garde, disant que ce projet risque, au fil des décennies, de contribuer davantage au réchauffement de la planète que si l'on produisait la même quantité d'énergie au moyen de combustibles fossiles.

Il y a un an à Genève, le Canada s'est engagé à stabiliser, d'ici l'an 2000, les émissions de gaz à effet de serre aux niveaux de 1990. Cet objectif est nettement inférieur à celui recommandé à l'unanimité par les représentants de tous les partis dans le rapport au Parlement intitulé *En rupture d'équilibre*, où il est demandé au Canada de réduire, d'ici l'an 2005, les émissions de gaz à effet de serre de 20 p. 100 par rapport aux niveaux de 1988.

Ottawa et le gouvernement Bourassa ne peuvent plus échapper à la réalité. Les émissions de méthane provenant de grands projets comme celui de Grande-Baleine sont une menace à la fois réelle et mesurable au climat de la planète.

M. Armory Lovins estime qu'une utilisation plus rationnelle de l'énergie permettrait d'économiser sur l'île de Montréal autant d'énergie que permettrait de produire le projet de Grande-Baleine. Cela créerait des milliers d'emplois permanents et donnerait naissance à de petites entreprises.

On connaît maintenant la vérité sur ce projet. C'est un désastre pour l'environnement.

M. le Président: Je suis désolé, mais la période de temps allouée au député a expiré.

* * *

LA PÊCHE AU SAUMON DANS L'ATLANTIQUE

M. J. W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Monsieur le Président, maintenant que les chiffres définitifs sont disponibles pour la saison du saumon de l'Atlantique, nous pouvons voir nettement que celle-ci a été l'une des pires jamais enregistrées.

Venant aggraver le dilemme de la préservation, les pêcheurs à la ligne, les pêcheurs commerciaux et les autochtones qui pêchent pour se nourrir ont imposé une demande toujours croissante sur cette ressource. La pêche sans discrimination avec des filets maillants a ajouté un nouveau danger.

Manifestement, il est impérieux de redéfinir notre conception de l'utilisation et de la gestion de cette grande ressource et, avant tout autre considération, d'en assurer la préservation et la survie.

Article 31 du Règlement

Particulièrement au Nouveau-Brunswick, la situation est devenue critique, et d'une façon louable, le ministre des Pêches et Océans s'est déjà engagé à organiser une conférence de planification entre tous les groupes d'utilisateurs pour discuter de l'avenir du saumon. La date de cette conférence est cruciale également, si elle doit avoir des répercussions bénéfiques sur la saison de l'année prochaine, qui va arriver si vite.

J'exhorte le ministre à convoquer cette conférence sur la préservation aussi rapidement que possible.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES CONSTITUTIONNELLES

L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, le gouvernement vient de signer un pacte avec le chef du Parti libéral afin de soumettre ses offres constitutionnelles à une décision référendaire pancanadienne. La manœuvre vise à dépouiller l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec d'une prérogative fondamentale, celle d'organiser le référendum par lequel les Québécois décideront de leur avenir.

L'avenir et le destin du Québec, ça se décide au Québec, par les Québécois et sous l'égide de la démocratie québécoise! Le Québec ne se laissera pas noyer dans une campagne fédéraliste pancanadienne où Ottawa manipulerait la question et piperait les règles du débat. Il se trouve déjà six députés et un ministre conservateurs assez courageux pour combattre cette usurpation. Tout le Québec attend de voir ce que feront les autres.

* * *

[Traduction]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

M. Benno Friesen (Surrey—White Rock—South Langley): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui à l'occasion de la Journée internationale pour la fin de la violence faite aux femmes.

La violence faite aux femmes est l'atteinte aux droits de la personne la plus répandue qui soit et, pourtant, elle est la moins reconnue. C'est un problème que presque tous les pays, toutes les cultures et toutes les classes sociales ont en commun. Pourtant, jusqu'à tout récemment, on ne s'en préoccupait pas tellement, au niveau international.

Je suis fier d'informer la Chambre que le Canada a été l'un des premiers pays à se pencher sur le problème. Récemment, lors d'une session des Nations Unies à Vienne, nous avons parrainé un groupe d'experts internationaux qui se sont réunis pour étudier des moyens d'éliminer la violence envers les femmes. Le groupe a instamment recommandé aux Nations Unies d'adopter une déclaration sur la violence faite aux femmes et d'y inclure des mesures appropriées afin de régler ce problème.